

Zeitschrift: Heimatschutz = Patrimoine
Herausgeber: Schweizer Heimatschutz
Band: 93 (1998)
Heft: 4

Rubrik: Sections = Sektionen

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 17.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Jura

Conserver ou détruire?

Les exemples se rapportant à la typologie de la caserne ouvrière sont assez courants. A Saignelégier, par exemple, quelques bâtiments en témoignent. Malheureusement, l'un d'entre eux a disparu récemment pour laisser la place à un centre commercial.

Construit en 1900-1901 à l'initiative d'un certain Angelo Molinari, ce locatif ouvrier est un bâtiment à trois niveaux (plus un dans les combles), avec cinq travées en façade principale. Des cordons, chaînes d'angle et moulurations au-dessus des linteaux de la porte et des fenêtres du premier étage dénotent une facture néoclassique puisée dans le langage architectural du XIXe siècle. A l'intérieur, la typologie se rattache à la disposition que l'on trouve fréquemment dans l'habitat urbain des Montagnes neuchâteloises: cage d'escalier centrale, distribution des appartements par des corridors centraux et longitudinaux, chambres placées essentiellement sur la façade sud.

Historiquement cette maison se rattache à la période de développement intense (construction des chemins de fer) et de semi-urbanisation (halle du Marché-Concours, Hôtel de la Ville, temple, etc.) que Saignelégier a connu au tournant du siècle. Ce locatif constitue en ce sens l'un des deux ou trois témoins de cette phase d'expansion qui a fortement marqué l'urbanisme de la localité. Il compte même parmi les quelques exemplaires de constructions de ce genre aux Franches-Montagnes. En outre, cet immeuble figure parmi la vingtaine d'objets distingués sur le territoire de la commune de Saignelégier par le répertoire des biens culturels

du canton du Jura. Selon les dispositions du plan directeur cantonal, ce répertoire doit servir de référence pour les autorités cantonales et communales.

La destruction de ce bâtiment est regrettable: c'est là, entre autres, l'opinion de la Ligue pour la sauvegarde du patrimoine jurassien, qui s'est cependant résolue à ne pas faire opposition à ce projet. Elle a estimé que dans ce cas précis son rôle passait par une sensibilisation des autorités et de la population face à un patrimoine industriel dont la valeur historique n'est encore que très rarement reconnue. Que ses bâtiments viennent à disparaître et ce serait alors un pan entier de notre histoire qui sombrerait dans l'oubli. Elle considère également que l'attitude à adopter face à ce patrimoine constitue un choix de société et relève donc d'une responsabilité collective: le patrimoine n'est pas l'affaire d'un petit groupe de défenseurs «purs et durs» cantonnés dans leur tour d'ivoire, il s'agit de l'affaire de tout un chacun.

Christine Rais

Vaud

Protéger Lutry: L'automne 1998 restera marqué, pour la Société d'art public vaudoise (SAP), par son engagement dans la campagne en faveur de l'initiative «Protéger Lutry». Lutry est une petite ville qui a gardé encore intacte sa structure ancienne dans le périmètre du bourg médiéval. A l'ouest, une aire de jardins située sur les anciens fossés des remparts accuse la coupure entre l'agglomération lausannoise et la région de Lavaux. La région de Lavaux, ses vignobles et ses villages, figurent à l'inventaire fédéral des paysages et sites natu-

rels d'importance nationale (IFPN). La vieille ville de Lutry a été inscrite sur recommandation des autorités cantonales par le Conseil fédéral dans l'inventaire des sites construits d'importance nationale (ISOS). Cette mesure prévoit expressément la préservation des espaces verts entourant le bourg.

Pour les propriétaires des terrains en question, situés à l'entrée ouest de la ville, les autorités communales ont adopté en 1994 un plan de quartier qui ne respecte ni les espaces de jardins, ni les maisons intéressantes que le plan de zones communal voulait maintenir. Ce plan de quartier prévoit d'importants volumes de constructions avec une tour d'angle, sensée se substituer aux anciennes fortifications. Ce nouveau quartier d'habitation représenterait environ le quart du front de la ville du côté du lac. La SAP et la Ligue suisse du patrimoine national, ainsi que d'autres associations avaient réagi contre cette méthode de la «tabula rasa», contre ce nouveau quartier prévu dans le bourg historique même, contre le débordement sur les anciens fossés et la suppression des jardins assurant la césure entre la partie historique et les constructions plus récentes hors les murs. Les recours aux diverses instances allant jusqu'au Tribunal fédéral ont été rejetés. Les autorités de recours ont notamment considéré que les associations n'avaient pas la qualité pour agir contre ce type de projets! Pourtant le Tribunal administratif a reconnu que les prescriptions de l'ISOS rendaient inconstructible la partie verte à l'endroit des anciens fossés; cependant en l'absence d'une tâche fédérale et de l'obligation d'une étude d'impact, un promoteur privé n'aurait pas à respecter

ces mesures de protection. Ce jugement crée donc un grave précédent.

Cet automne, le projet d'un ensemble d'habitations a été mis à l'enquête selon les dispositions de ce plan de quartier, qui constitue «une faillite de l'architecture et une falsification de l'histoire» comme l'écrit l'Office fédéral de la culture. En découvrant ce projet au greffe municipal et par la presse, en voyant les gabarits posés sur place, les gens de Lutry aussi bien que des personnalités de tous horizons ont été fortement choqués. Il s'agit d'une rangée d'immeubles de 85 m de longueur présentant un caractère de maisons de banlieue totalement inadaptée aux constructions anciennes qu'elle prolonge, avec des balcons et des ouvertures sans rapport avec ceux du bourg.

En plus d'une opposition qui doit conduire au refus du permis de construire, la SAP s'est directement engagée dans le lancement d'une initiative constitutionnelle tendant à préserver en particulier ce secteur et à obtenir l'abrogation du plan de quartier. Cette initiative doit aussi susciter une réflexion plus générale au sein de la population et des autorités sur la protection des sites figurant dans les inventaires fédéraux. A une époque où les conventions et chartes architecturales internationales soulignent l'importance du patrimoine bâti, élément essentiel de notre culture et de notre identité, il est de notre devoir de préserver ce patrimoine pour les générations futures contre des intérêts à court terme. A l'heure de la rédaction de ces lignes (mi octobre 1998), la récolte de signatures bat son plein.

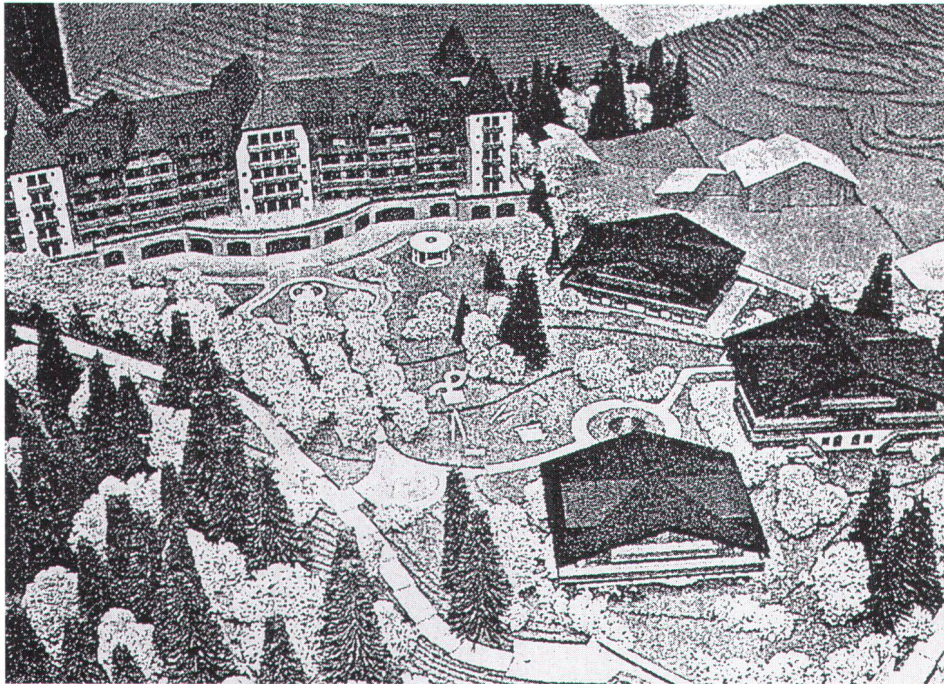
Ch. Betschgen-Piguet

Bern

Gegen «Alpina»-Projekt in Gstaad: Die Regionalgruppe Thun-Kandertal-Simmertal-Saanen des Berner Heimatschutzes hat gegen die Überbauungsordnung und das Gesuch für den Bau eines neuen Grand Hotel Alpina in Gstaad Einspruch erhoben. Bekanntlich war das ehemalige Hotel Alpina 1995 unter rechtlich streitbaren Umständen kurzerhand gesprengt worden. Nun soll an dessen ortsbildlich empfindsamer Stelle ein neuer gigantischer Hotelkomplex der Luxusklasse mit 150 Betten, einem Gesundheitszentrum und vier vorgelegerten Appartements-Charlets und zwei Personalhäusern entstehen, der laut Berichten in der Tagespresse mit rund 130 Millionen Franken veranschlagt ist. In ihrer Eingabe an den Gemeinderat von Gstaad bemängelt die Regionalgruppe einerseits eine Reihe von Verfah-

rensfehlern und Irreführungen und hält das Projekt andererseits für völlig überrissen, dem Orts- und Landschaftsbild abträglich und ästhetisch unbefriedigend gelöst. Zudem werden die geplante Rodung und Parkplatzzahl bemängelt. Ausser der Behebung dieser Mängel fordert die regionale Heimatschutz-Gruppe insbesondere, dass die ganze Überbauung in organisatorischer, gestalterischer und ästhetischer Hinsicht neu geplant und angesichts der Bedeutung des Vorhabens ein Wettbewerb unter ausgewiesenen Fachleuten und nach den Regeln des Schweizerischen Ingenieur- und Architekten-Vereins (SIA) durchgeführt werde. Grösste Bedenken gegenüber dem Projekt angemeldet hat auch der SIA, ebenfalls wegen der unzureichenden Gestaltung, die er als verfehlte Disneyland-Architektur brandmarkte. (ti)

In ähnlichem Stil, aber bedeutend grösser als der Vorgänger und mit drei vorgelagerten Appartmenthäusern ist das neue Hotel Alpina in Gstaad geplant. (Bild P. Zaugg)
Le nouvel hôtel Alpina de Gstaad garderait le même style que le précédent, mais serait plus grand, et trois immeubles d'appartements meublés seraient ajoutés devant (photo Zaugg).



Das neue Kultur- und Kongresszentrum von Jean Nouvel in Lucerne beschäftigt auch den Luzerner Heimatschutz. (Bild RDB/J. Ritter)

Le nouveau centre de la culture et des congrès de Jean Nouvel à Lucerne préoccupe aussi la section lucernoise de la LSP (photo RDB/J. Ritter).

Luzern

Nach der Konzertsaal-Euphorie: Die Eröffnung des Konzertsales in Luzern, der nächstes Jahr jene des zweiten Teils des neuen Kunst- und Kongresshauses – mit dem Kunstmuseum – folgen wird, fand weit über Luzern und die schweizerischen

Landesgrenzen hinaus Beachtung. Nach dem Abklingen der (Lobes-)Hymnen, rückte der Heimatschutz Luzern die gesamte Seebucht Luzern in den Mittelpunkt der Betrachtung. Der Haltung folgend, dass mit dem Nouvel-Bau an die see- und ufernahe städtebauliche Gestaltung besondere Qualitätsansprüche gestellt werden, benannten und kommentierten Vertreter des Heimatschutzes anlässlich einer Bootsrundfahrt am 16. September 1998 mit Medienleuten die sensiblen Bereiche des Seeufers.

Wünsche für den Meili-Steg: Die Transparenz dieser Bootssteg-Konstruktion von Armin Meili, das Gefühl, bereits auf dem Wasser zu sein, kommt mit der heutigen Nutzung nicht mehr zum Ausdruck. Von der Schifffahrtsgesellschaft Vierwaldstättersee SGV erwartet der Heimatschutz, dass sie die aussergewöhnlichen Qualitäten dieser Anlage wieder zum Tragen bringt.

Kontroverse Übergänge am Schweizerhofquai: Unter Mithilfe des Heimatschutzes konnte ein Projekt entwickelt werden, das sowohl den Ansprüchen der Velos als

auch jenen der Fussgänger(innen) und letztlich auch jenen des Städtebaus gerecht wird. Die doppelreihige Baumallee bleibt bestehen, der Trottoirrand wird nicht beschnitten. Knackpunkt sind die Übergänge. Beim «Luzernerhof» wünscht der Heimatschutz einen klaren, zweireihigen Baumabschluss. Beim Schwanenplatz sind die Meinungen kontrovers. Während die einen mit dem bestehenden Projektvorschlag leben können, sehen die andern auch seeseitig einen Abschluss mit einem Platz. Der Heimatschutz fordert, dass diese zweite Idee ausgearbeitet wird und damit zwischen zwei Varianten gewählt werden kann.

Hausermatte: Abkapselung beheben: Der Heimatschutz wünscht auf diesem Abschnitt einen vom Uferweg direkten Zugang zum bestehenden Restaurant in der alten Villa. Damit wird die Abkapselung dieser Überbauung vom Seeufer und damit von der öffentlichen Nutzung in einem allseits akzeptablen Masse gemildert.

Wettbewerb für Seeufergestaltung verlangt: Mit dem Bau des Kunst- und Kongresshauses und der geplanten Grossüberbauung auf dem Werkhof im Tribschen drängt sich eine Neugestaltung dieser Seeuferpartie auf. Der Heimatschutz Luzern sieht im Bereich Inseli eine Erweiterung der Parkanlage und zwischen der Werft und der Aufschütte eine Gestaltung mit einer klareren Linie. In diesem Zusammenhang fordert er einen Gestaltungswettbewerb über den gesamten Bereich. (rm)

Solothurn

Industriebranche: Unter dem Motto «Geschichte und Zu-

kunft einer Industriebranche» haben kürzlich rund 40 Interessierte an der vom Solothurner Heimatschutz organisierten Besichtigung des Areals von Roll in der Klus bei Balsthal teilgenommen. Während der sechziger und siebziger Jahre fanden in dem dann stillgelegten und seither leerstehenden Fabrikationsgebäude 2700 Arbeiter aus der ganzen Region ihr Auskommen. Vor einiger Zeit ist aber wieder Leben in die Anlage zurückgekehrt, konnte doch die Von Roll Immobilien AG rund 90 Prozent der Räumlichkeiten an unterschiedliche Branchen verkaufen oder vermieten. Die Firma hatte auf eine grosszügigere Umnutzung in Form eines Grossinvestors gehofft. Denn die genaue Erfassung und Parzellierung des Geländes hat gezeigt, dass von den 25 ha Fläche noch 8000 m² überbaubar wären. Auf die Frage, ob die Gebäude von architekturhistorischem Wert seien, meinte der kantonale Denkmalpfleger, dass bei einem Industriebau nicht wie bei der traditionellen Denkmalpflege vorgegangen werden könne. Vielmehr solle bei Renovationen mitgeholfen und aufgezeigt werden, welche Bedeutung einer solchen Anlage zukomme. Beim anschliessenden Apéro hatten die Besucher Gelegenheit, von den Referenten weitere Informationen zu erhalten. (apb)

St. Gallen/Appenzell I.Rh.

Neuer Geschäftsführer: Nach dreieinhalbjähriger Tätigkeit als Geschäftsführer der Sektion St. Gallen/Appenzell I.Rh. ist Severin Lenel kürzlich zurückgetreten. In seine Amtszeit fielen unter anderem die Durchführung des Symposiums «Lebensraum Zwischenraum» sowie die Organisation der Tagung «DenkMalsonne». Zu

seinem Nachfolger wurde Meinrad Gschwend aus Altstätten gewählt. Als Journalist, Stadt- und Kantonsrat ist er mit dem Wirkungsfeld des Heimatschutzes seit langem vertraut.

Kulturwanderführer: Denkmäler lassen sich am eindrücklichsten erleben, wenn man sich ihnen wandernd nähert. Für die Sektion St. Gallen/Appenzell I.Rh. war dies Grund genug, einen Kulturwanderführer herauszugeben. Dieser ist soeben erschienen und beinhaltet je einen Tagesausflug zu folgenden Themenkreisen: Appenzellerhäuser zwischen Stoss und Gais, Brücken entlang der Sitter, Industrieanlagen im mittleren Toggenburg, Kapellen im Weisstannental, Korrektur der Linthebene, Schlösschen im Rheintal und Weiher um St. Gallen.

Thurgau

Menzi-Haus gerettet: Der vereinte Einsatz der Gemeinde und des Thurgauer Heimatschutzes zugunsten dieses wertvollen Riegelhauses aus dem 18. Jahrhundert in Unterschlatt hat sich gelohnt. Das Verwaltungsgericht des Kantons Thurgau hat den Rekurs der Eigentümerin abgewiesen und damit gegen den Abbruch des schutzwürdigen Gebäudes im historischen Dorfkern entschieden. An dessen Stelle sollte ein Parkplatz entstehen. Vielmehr verpflichtet das Urteil die Eigentümerin der Liegenschaft, die Landwirtschaftliche Konsumgenossenschaft Schlatt-Schlattingen, das an prominenter und exponierter Stelle im Dorf gelegene Menzi-Haus zu erhalten und zu pflegen. Damit schützte das Verwaltungsgericht den Entscheid des Departements für Inneres und Volkswirtschaft und entschied sich klar zugunsten der Gemeinde Un-

terschlatt und des Thurgauer Heimatschutzes. Jetzt sind neue Lösungen gefragt, um das seit Jahren leerstehende, aber wertvolle Haus mit neuem Leben zu füllen. Und bereits vorhandene Ideen gewinnen neue Aktualität.

Der wegweisende und sorgfältig begründete Entscheid des Verwaltungsgerichts setzt im übrigen ein deutliches Signal gegen die grassierende Abbruchwelle. Trotz Rezession wird vielerorts immer noch so gebaut, als müsste man keinerlei Rücksicht auf die gewachsene Siedlungsstruktur nehmen. Dabei ist mit dem Inkrafttreten des kantonalen Natur- und Heimatschutzgesetzes im Jahre 1994 eine ausreichende und klare Rechtsgrundlage geschaffen worden, um die gewachsenen Siedlungen zu schützen und zu erhalten. Sinnvolle Neu- und Umbauten bleiben dennoch möglich. Die Gemeinden sind gehalten, ihre Baureglemente entsprechend anzupassen. Zu erhalten sind demnach nicht nur hervorragende Einzelbauten oder Ortsbilder von kantonaler oder nationaler Bedeutung. Wichtig für das Erscheinungsbild unserer Siedlungen sind auch kleine-

Sektionskalender

Regionalgruppe Bern

14.11. Exkursion nach Prangins VD mit Besichtigungen des Schlosses und des Westschweizer Landesmuseums, Führung: Dr. François de Capitani. Zugsabfahrt in Bern: 11.49: Treffpunkt am Bahnhof in Prangins: 13.50 Uhr; Kosten 30 Fr. inkl. Eintritte/Zvieri; Anmeldung an: S. Brenner, Laubeggstrasse 129, 3006 Bern, Tel./Fax: 031/352.61.51

re Objekte von regionaler oder lokaler Bedeutung. Denn sie bilden immer noch den besonderen Charakter des Thurgaus und sind ein Stück Identität der hier wohnenden Menschen. (hr)

Zürich

Blühende Stiftung: An der Generalversammlung des Zürcher Heimatschutzes vom 12. September in Neftenbach konnte Präsident Dr. Bruno Kläusli auf ein erfreuliches Jahr zurückblicken. Insbesondere die dem Erwerb, der Renovation und der Veräusserung wertvoller Bauten gewidmete Stiftung erfährt zurzeit eine regelrechte Blüte. So erhielt sie dieses Jahr von Emil Kern das 1735 erbaute Agentenhaus in Horgen, das schönste Riegelhaus der Gemeinde, samt einer bemerkenswerten Porzellansammlung und der Wohnausstattung. Daraus soll ein Wohn- und Porzellan-Museum entstehen. Sodann erwarb die Stiftung in Embrach ein aus dem 17. Jahrhundert stammendes Wohnhaus, die ehemalige Trotte, das demnächst renoviert werden soll. Zudem ging eine historische Trafostation in Embrach während des Berichtsjahres in den Besitz der Stiftung über. Wie der Sektionspräsident weiter ausführte, konnten sodann auch an der «Rechtsfront» Erfolge verbucht werden. So konnten beispielsweise die Liegenschaft Jakobsbrunnen in Winterthur durch bundesgerichtlichen Entscheid endgültig geschützt und die Gerichtslinde in Oberstammheim gerettet werden. Nach der Behandlung der statutarischen Geschäfte ernannte die GV Max Siegrist (Winterthur) und Hanni Rellstab (Horgen) zu Ehrenmitgliedern des Zürcher Heimatschutzes, und die Tagungsteilnehmer folgten einem Vor-

trag über Fachwerkbau von Walter Weiss sowie einer Führung durch das Lehenhaus und das Orts- und Weinbaumuseum. (ti)

«New Brutalism»: Genau auf das Jahresbott vom 12. September kam das Heft Nr. 20 der Zürcherischen Vereinigung für Heimatschutz (ZVH) mit dem Titel «Neue Siedlungsstruktur» heraus. Darin wird nicht nur über die Aktivitäten der ZVH in den Jahren 1997/98 berichtet, sondern vom Präsidenten auch eine Vorschau mit Dokumentation auf das Jahr 1999 präsentiert, zusammen mit dem Programm der Exkursionsleiter und einer Würdigung der durchgeführten Kulturfahrten. Bauhistorische Schilderungen aus der Siedlungsentwicklung ergänzen den Bericht über die lokalen Tätigkeiten der Sektion Zürich. Eine klare Stellung nimmt die Bauberatung der SVH gegen diejenigen Solaranlagen, welche als strukturell störende Flickwerke auf bisher ruhigen Dachlandschaften in Kernzonen mit Erhaltungscharakter in Erscheinung treten. Ein persönlich gehaltener Autorenbeitrag wendet sich kunstgeschichtlich rudimentär gegen gewisse Beton- und Flachdachbauten, welchen den Architekturstil des «New Brutalism» zum Ausdruck bringen. Die Redaktion und der Vorstand der ZVH vertreten hier klar die Betrachtungsweise, wie sie in der «Schweizerischen Bauzeitung, Schweizer Ingenieur und Architekt» Nr. 37/1998 vor allem unter dem Titel «Denkmäler der Nachkriegszeit» und «Schweizer Architektur» publiziert wurde. Sehr aufschlussreich im ZVH-Heft Nr. 20 sind schliesslich die vielen Bilder über Schutzobjekte, bei denen die «Holding» Zürcher Heimatschutz, bestehend aus ZVH, Stiftung Pro Zürcher Haus und Stiftung Zürcher Heimatschutz, tätig ist. (zhps)

Ein Hüter der Kultur

Zum Andenken an Bernhard Anderes

Wie in der letzten «Heimatschutz»-Ausgabe noch kurz gemeldet, ist der Kunsthistoriker und Denkmalpflegeexperte Bernhard Anderes am 4. Juli gestorben. Geboren am 2. April 1934 und aufgewachsen in Flawil, hatte dieser in Fribourg, Florenz, Zürich und Bonn Kunstgeschichte, christliche Archäologie und italienische Literatur studiert. 1962 zum Kunstdenkmäler-Inventarator des Kantons St. Gallen gewählt, liess er sich in Rapperswil nieder. Neben der Inventarisierung wirkte er in der Redaktionskommission der Kunstdenkmäler und war ab 1975 Mitglied der eidgenössischen Kommission für Denkmalpflege. Er hinterlässt ein Lebenswerk von imposantem Umfang. Seine über 200 Publikationen und zahllosen Fachgutachten bestechen durch Qualität des Inhalts und Eleganz der Sprache. Darunter befinden sich Standardwerke wie die Kunstdenkmälerbände der Bezirke See und Gaster, die Werke über die Glasgemälde der Klöster Muri und Wettingen und der meisterliche Führer über den Stiftsbezirk St. Gallen. 1969–1972 redigierte er den «Kunstführer durch die Schweiz». Er bearbeitete darin völlig neu die Kantone Tessin, Wallis und Waadt. Als Bundesexperte für Denkmalpflege begleitete Bernhard Anderes die Restaurierung von über 120 grossen Objekten in- und ausserhalb des Kantons. In besonderem Masse widmete er sich dem Hof zu Wil und den Klöstern Fischenzen, Neu St. Johann, Magdenau, Wattwil und Weesen. Seine denkmalpflegerischen Verdienste um Rapperswil und das Lintlgebiet können nicht hoch genug eingeschätzt werden, und das alte Bad Pfäfers würde ohne ihn wohl nicht mehr existieren.

Weite Kreise schätzten ihn als Ombudsmann in Fragen

von Kunst und Denkmalpflege. Mit Rat und Beispiel bewog er Behörden und Private, sich ebenso hartnäckig wie er der Zerstörung der Ortsbilder und des öffentlichen Lebensraums zu widersetzen. Mit Nachdruck trat er für die Baukunst des 19. Jahrhunderts ein. Er initiierte die Neubewertung von Historismus und Jugendstil in Stadt und Kanton St. Gallen, setzte sie gegen grossen Widerstand durch und führte sie zur Anerkennung.

Aus der Erkenntnis, dass das bauliche Erbe nur so zu erhalten sei, trug Bernhard Anderes seine Anliegen in die Öffentlichkeit. Diesem Zweck dienten seine Publikationen ebenso wie seine Führungs- und Fortbildungstätigkeit und wie seine Mitwirkung im Vorstand der kantonalen Heimatschutzsektion. 25 Jahre lang vermittelte er jungen Handwerkern gestalterischer Berufe Kenntnisse in Kunstgeschichte und Denkmalpflege. All diese Bemühungen kristallisierten sich im Ortsbildinventar des Kantons St. Gallen, das ab 1972 unter seiner Leitung entstand. Es vereinte Forschung, Inventarisierung und Dokumentation, brachte Grundlagen für die Denkmalpflege und propagierte deren Ideen. In den 36 Jahren seines Wirkens erforschte Bernhard Anderes als erster das gesamte bauliche Erbe des Kantons St. Gallen. Er führte verkanntes Kunstgut, Künstler und Kunstepochen zur Anerkennung und kämpfte mit Mut und Zivilcourage um ihre Bewahrung, weit über jedes Pflichtenheft hinaus. Bernhard Anderes war der Schöpfer der sanktgallischen Kunst- und Kulturgeschichte, ihr bedeutendster Exponent und wichtigster Propagator, ein wahrer Hüter und Mehrer der Kultur. Sein Werk wird sein Andenken wachhalten!

Markus Kaiser